

France/Malgré la fronde

Hollande veut mener sa réforme du travail au bout

AFP
Paris/France

Lors d'une intervention sur une radio, le président français a averti qu'il ne céderait pas.

MALGRE une impopularité record, des manifestations parfois violentes et une fronde dans son propre camp, le président François Hollande a assuré hier qu'il ne renoncerait pas à sa réforme contestée du droit du travail, affichant sa combativité à onze mois de la fin de son mandat. Scène devenue familière depuis le début du mouvement dans toute la France contre ce projet de loi, il y a plus de deux mois, de nouvelles échauffourées ont opposé policiers et manifestants hier. A Paris, où plus de 11 000 personnes ont manifesté selon la police (55 000 selon un syndicat), des gaz lacrymogènes ont répondu aux jets de projectiles. "Je ne céderai pas parce qu'il y a eu trop de gouvernements qui ont cédé", a averti François Hollande dans une intervention aux accents de pré-campagne électorale. Cette loi, "va passer parce qu'elle a été discutée (...)

amendée", a-t-il justifié, assurant avoir le soutien des syndicats réformateurs et d'une majorité de socialistes. Faute de majorité, son gouvernement a pourtant dû recourir la semaine dernière à une arme constitutionnelle pour faire adopter le texte en première lecture sans vote des députés. Ce passage en force n'a pas mis fin à la contestation. Hier, des routiers ont ouvert une nouvelle semaine de mobilisation en bloquant des sites. A Toulouse (sud-ouest), des militants s'en sont pris à la permanence d'un député socialiste, et à Nantes (ouest), les forces de l'ordre ont usé de lances à eau pour en repousser d'autres. Des grèves sont prévues dans les transports toute la semaine, 15% des vols seront supprimés demain à l'aéroport parisien d'Orly. "Quand on n'est pas entendu, il faut essayer de se faire entendre", a résumé Philippe Martinez, le numéro un du syndicat contestataire CGT. L'objectif affiché de la réforme est d'assouplir les règles du droit du travail pour lutter contre un chômage qui affecte 10% de la population. Mais pour ses détracteurs, majoritairement



Photo : AFP

Le président François Hollande hier sur la radio Europe 1 : "Je ne céderai pas parce qu'il y a eu trop de gouvernements qui ont cédé."

de gauche, le texte est trop favorable aux entreprises et risque d'accroître la précarité des salariés. Les cortèges se sont peu à peu clairsemés au fil des semaines, mais ils se sont durcis avec des violences, en particulier contre la police. Les casseurs "ça suffit !", a lancé le président, en évoquant "plus d'un millier d'interpellations, 60 condamnations" et "350 policiers blessés" depuis le début du mouvement. Les syndicats policiers ont appelé à descendre dans la rue ce mercredi pour dénoncer ce qu'ils perçoivent comme une "haine antiflic".

LAPSUS REVELATEUR. Dans ce contexte agité, le président français, qui ne recueille que 15% d'opinions favorables dans les sondages, ne semble pas prêt à renoncer à une autre bataille : celle de sa réélection. S'il n'a pas encore officiellement dévoilé ses intentions pour 2017, il s'échine depuis des semaines à défendre son bilan, enchaîne les annonces favorables à son électorat (revalorisation des salaires des fonctionnaires, primes pour les instituteurs...) et veut s'imposer comme le candidat naturel de la gauche. La France "va mieux", a-t-il répété hier en s'appuyant

sur une légère embellie économique. Il a accusé l'opposition de droite de vouloir supprimer 350 000 postes de fonctionnaires, de proposer une taxation "injuste" de la consommation ou de vouloir favoriser les revenus du capital. "Il n'y a pas d'alternative de gauche", a-t-il assuré, alors que son ministre de l'Économie Emmanuel Macron a fondé un mouvement "ni à droite ni à gauche" et que son ancien ministre Arnaud Montebourg veut bâtir "un grand projet alternatif" plus à gauche. "Si je ne suis pas... si la gauche n'est pas reconduite, ce sera la droite qui l'emportera ou l'extrême droite", a-t-il enchaîné dans un lapsus révélateur. Reste l'épineuse question du recul du chômage, dont François Hollande a fait la condition d'une nouvelle candidature. "La bataille n'est pas gagnée", a-t-il reconnu, mais "je me bats tous les jours". "C'est un discours électoral", a estimé l'ancien Premier ministre de droite Jean-Pierre Raffarin. "François Hollande est en campagne", a renchéri le sénateur d'opposition Bruno Retailleau.

L'Afrique en bref

• Afrique du Sud/Politique. Bagarre au Parlement



Photo : AFP

Les députés d'un parti sud-africain d'opposition ont échangé des coups de poing avec des membres de la sécurité du Parlement hier alors qu'ils étaient expulsés de force de l'hémicycle, où ils réclamaient le départ du président Jacob Zuma, reconnu coupable d'avoir violé la Constitution et empêtré dans plusieurs scandales de corruption.

• Kenya/Opposition. Enquête autour de la répression d'une manif

Le chef de la police kenyane a ordonné hier l'ouverture d'une enquête interne après que des policiers ont été filmés en train de battre un manifestant étendu au sol lundi lors de la répression violente d'un rassemblement de l'opposition.

• Libye/Crise. Le gouvernement veut du matériel militaire

Le gouvernement d'union libyen a réclamé hier des avions de chasse et des hélicoptères en se félicitant du soutien de la communauté internationale pour une levée de l'embargo sur les ventes d'armes afin de mieux lutter contre les jihadistes.

• Tchad/Enquête. Que sont-ils devenus ?

Une enquête a été ouverte au Tchad sur la disparition d'au moins 20 militaires au lendemain de la présidentielle du 10 avril qui a vu la réélection d'Idriss Deby Itno, au pouvoir depuis 26 ans.

A travers le monde

• Autriche/Politique. Le nouveau chancelier entre en fonction

Le nouveau chancelier social démocrate Christian Kern a été investi hier à la tête du gouvernement autrichien, à quatre jours d'un duel électoral serré pour la présidentielle où le candidat d'extrême droite pourrait l'emporter.

• Irak/Attentats. Nouveau carnage à Bagdad

Des attentats ont fait hier au moins 43 morts et plus de 100 blessés à Bagdad, frappé pour la deuxième fois en une semaine par des attaques sanglantes attribuées au groupe Etat islamique (EI).

• Syrie/Conflit. 50 morts près de Damas

Au moins 50 combattants et deux civils ont été tués hier dans des affrontements entre groupes rebelles à l'est de Damas, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Burundi/Politique

L'adieu à l'ancien président Bagaza

AFP
Nairobi/Kenya

L'ANCIEN président burundais Jean-Baptiste Bagaza (1976-1987), décédé la semaine passée dans un hôpital de Bruxelles, a été inhumé hier à Bujumbura lors de funérailles nationales rendant hommage à l'homme considéré comme le bâtisseur du Burundi moderne. Après une messe en la cathédrale Regina mundi devant plus d'un millier de personnes, dont l'actuel chef de l'Etat Pierre Nkurunziza et les plus hautes personnalités du pays, M. Bagaza a été inhumé dans sa propriété, dans le quartier chic de Kiriri. La cérémonie d'inhumation était placée sous haute protection et retransmise sur les radio et télévision nationales. M. Nkurunziza y a rendu un vibrant hommage à "l'homme qui a développé le Burundi" et dont la présidence "n'a pas connu de conflits ethniques", appelant les Burundais à en faire "un modèle pour son amour du travail". L'ancien président est décédé mercredi dernier dans un hôpital de Bruxelles. Son corps a été rapatrié au Burundi dimanche soir, avant d'être exposé lundi dans le hall de l'Assemblée nationale. Hier, le gouvernement burundais avait décrété un "deuil national de trois jours" et salué "un travailleur infatigable qui, durant sa présidence, a développé des infrastructures économiques (...)" dont le peuple burundais se rappellera toujours.

M. Bagaza est l'une des rares personnalités politiques burundaises à faire l'unanimité après sa mort, dans un pays qui traverse, depuis plus d'un an, une profonde crise ponctuée de violences ayant déjà fait plus de 500 morts et poussé plus de 270 000 Burundais à fuir. Le colonel Bagaza, un Tutsi né en 1946 à Rutovu dans la province de Bururi (sud), était arrivé au pouvoir en 1976 à la suite d'un coup d'état militaire contre son



Photo : AFP

L'ancien président Jean-Baptiste Bagaza, mort la semaine dernière à Bruxelles, a eu droit à des funérailles nationales à Bujumbura.

plus de 500 morts et poussé plus de 270 000 Burundais à fuir. Le colonel Bagaza, un Tutsi né en 1946 à Rutovu dans la province de Bururi (sud), était arrivé au pouvoir en 1976 à la suite d'un coup d'état militaire contre son

prédécesseur, le général Michel Micombero, lui aussi tutsi et issu de la même commune. Il avait pris les rênes du pouvoir alors que le pays sortait des "événements de 72", un massacre de milliers de Tutsis lors d'une insurrection hutue, suivie d'une terrible répression qui verra la mort plus de 100 000 Hutus, dont l'élite de cette ethnie, majoritaire au Burundi. Considéré comme le bâtisseur du Burundi moderne (routes, centrales électriques, écoles, industries, ...), il est renversé lors d'un coup d'Etat qui porte à la présidence le major Pierre Buyoya, un Tutsi issu de la même commune que ses deux prédécesseurs. Il était sénateur à vie, selon la Constitution du Burundi.

prédécesseur, le général Michel Micombero, lui aussi tutsi et issu de la même commune. Il avait pris les rênes du pouvoir alors que le pays sortait des "événements de 72", un massacre de milliers de Tutsis lors d'une insurrection hutue, suivie d'une terrible répression qui verra la mort plus de 100 000 Hutus, dont l'élite de cette ethnie, majoritaire au Burundi. Considéré comme le bâtisseur du Burundi moderne (routes, centrales électriques, écoles, industries, ...), il est renversé lors d'un coup d'Etat qui porte à la présidence le major Pierre Buyoya, un Tutsi issu de la même commune que ses deux prédécesseurs. Il était sénateur à vie, selon la Constitution du Burundi.

Côte d'Ivoire/Retour de 11 000 réfugiés pro-Gbagbo du Ghana

L'optimisme de la ministre Mariatou Koné

AFP
Abidjan/Côte d'Ivoire

LA ministre ivoirienne de la Cohésion sociale, Mariatou Koné, s'est dit "confiante" hier quant au retour définitif de 11 000 exilés pro-Gbagbo, installés au Ghana depuis la crise post-électo-

rale de 2010-2011. "Nous sommes très confiants. La tendance est pour un retour massif en Côte d'Ivoire", a affirmé à l'AFP Mme Koné, après une mission de "prospection et de sensibilisation" du 11 au 15 mai au Ghana voisin. "La majorité [d'entre eux] est fatiguée de rester. Sur les 11 000 personnes réfugiées sur le territoire ghanéen,

plus de 90% rentreront d'ici peu. Ils sont en train de s'organiser pour un retour massif", a-t-elle assuré. Avant le Ghana, la ministre ivoirienne, en charge également de l'Indemnisation des victimes, avait séjourné du 3 au 7 mai au Liberia, où plusieurs dizaines de milliers de personnes sont toujours en exil, depuis la crise post-électorale qui a

fait plus de 3 000 morts en cinq mois. D'après le Haut commissariat aux réfugiés (HCR), plus des deux tiers des 300 000 Ivoiriens ayant fui leur pays pendant ou après le conflit sont déjà rentrés chez eux. Le HCR a suspendu l'assistance à ces réfugiés en septembre 2015, rendant "pénible leur situation hu-

manitaire", selon des responsables du ministère ivoirien de la Cohésion sociale. "Il ne reste plus que 40 000 réfugiés ivoiriens dont 20 000 au Liberia, 11 000 Ghana, 7 000 en Guinée etc...", a expliqué la ministre, soulignant que "l'objectif est de faire rentrer tous les 40 000 d'ici la fin de l'année".